

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
42000 Saint-Etienne

Saint-Etienne, le 25/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SIGVARIS**

Rue B. Thimonnier - BP 60223

42173 ST JUST ST RAMBERT

Références : UID4243-EAR-22-113

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2022 dans l'établissement SIGVARIS implanté Rue B. Thimonnier - BP 60223 42173 ST JUST ST RAMBERT. L'inspection a été annoncée le 03/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre d'une action régionale portant sur les moyens de défense incendie.

La précédente inspection a été réalisée le 29 octobre 2020 et le rapport établi à l'issue a été transmis à l'exploitant le 23 novembre 2020. Deux observations et une non-conformité avaient été relevées. L'exploitant a depuis apporté des éléments de réponse à chacun des points. La visite objet du présent rapport a été l'occasion d'examiner les actions engagées pour lever la non-conformité qui concernait les rejets aqueux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIGVARIS
- Rue B. Thimonnier - BP 60223 42173 ST JUST ST RAMBERT
- Code AIOT dans GUN : 0006108532
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'entreprise Sigvaris est spécialisée dans la fabrication de bas médicaux de compression. Au titre du code de l'environnement, c'est une installation classée soumise à autorisation, ce classement provient principalement de l'activité de teinture, apprêt et enduction de produits textiles.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la tenue de l'état des produits stockés,
- la présence et le bon état des moyens de défense incendie,
- la prévention des risques de pollution en cas d'incendie,
- suites données à la précédente inspection pour le cas du constat n°2.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 7.5.1	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 7.5.3	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 7.5.2	/	Sans objet
Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 7.5.5	/	Sans objet
Rejets aqueux, suites inspection 2020	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Suivi inspection 2020 Non conformité	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les équipements nécessaires à défense incendie du site font l'objet d'un suivi rigoureux. Pour le cas des rejets aqueux, l'exploitant poursuit les actions nécessaires pour respecter les valeurs limites d'émissions sur le paramètre chrome.

Les observations relevées dans le présent rapport doivent être prises en compte par l'exploitant et il devra apporter les éléments de réponses nécessaires.

### 2-4) Fiches de constats

## Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b> <u>I - Produits "chimiques" :</u> Selon l'exploitant, physiquement, les produits entreposés ne peuvent pas dépasser le volumes suivants : - 24 m3 dans le local produits au niveau de l'atelier teinture, - 24 m3 au niveau du stock intermédiaire, Le volume des récipients varie de 25 à 1000 litres. Les produits inflammables et CMR sont interdits en production, le laboratoire teinture centralise les entrées de produits. La liste des produits pouvant être mis en oeuvre sur le site est recensée dans un tableau informatique. Un inventaire du stock réel est réalisé 1 fois par semaine, il a pu être présenté : 18 tonnes de produits sont présents, l'inventaire détaille les quantités par local. Les FDS sont facilement accessibles sur le réseau informatique, et également à distance via un "cloud".</p> <p>Au niveau de la STEP, la quantité maximale de produits est : 10 m3 de coagulant, 10 m3 de soude et 2 m3 de chaux.</p> <p><u>II - Produits non dangereux (matières premières)</u> La gestion des produits présents est effectuée par un logiciel SAP. Il permet d'extraire à un instant t les références présentes et les quantités entreposées : le jour de la visite, la masse totale entreposée s'élevait à 877 tonnes. Une fois par an (ou à chaque changement important), l'exploitant compare les capacités de stockage aux seuils mentionnés dans l'arrêté préfectoral réglementant le site. En 2020, au titre la rubrique 2663, la quantité maximale entreposée s'élevait à 842,5 m3 (l'arrêté fixe un volume maximal à 2000 m3).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre les moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.
<b>Constats :</b> Le site dispose des équipements suivants, également décrits dans l'étude de dangers : - détection incendie sur tout le site, avec report d'alarme vers une société extérieure, - gardiennage en dehors des heures de production, - RIA au niveau des zones d'activités industrielles, - dispositifs d'extinctions avec un gaz neutre : local TGBT, armoires électriques et serveurs, - 3 poteaux incendie accessibles autour du site et 1 réserve d'eau de 750 m3 commune avec un industriel voisin, - des exutoires de désenfumage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Pour permettre d'assurer la défense extérieure contre l'incendie de l'ensemble du site, il faudra pouvoir disposer d'un débit global de 510 m3/h pendant 2 heures minimum. En outre, les moyens de lutte contre l'incendie devront être adaptés aux risques à défendre, et devront comprendre au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li> <li>• de poteaux d'incendie de type normalisé (NFS 61.213 et 62.200) aux caractéristiques minimales suivantes: diamètre 100 mm, 17 litres/s pendant 2 heures, pression dynamique 1 bar. Un de ces poteaux devra être situé à moins de 200 mètres de l'entrée de l'établissement. Une attestation assurant que l'installation remplit effectivement les fonctions pour lesquelles elle est prévue, devra être délivrée par l'installateur et transmise au Service Départemental d'Incendie et de Secours, bureau départemental de prévision opérationnelle (application de la norme NFS 62.200)</li> </ul> <p>Dans le cas où la totalité du débit disponible ne pourrait être obtenue à partir des poteaux ou bouches d'incendie du réseau d'eau (public ou privé), il est admis que les besoins soient disponibles dans une ou plusieurs réserves d'eau, propres au site et accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves d'eau (naturelles ou artificielles –publiques ou privées), devront être équipées ou réalisées conformément aux règles d'aménagement des points d'eau définies par la circulaire interministérielle n° 465 du 10/12/51.  Volume de la réserve : 1020 m3.  Ces deux moyens peuvent être complémentaires.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un document de 2013 justifiant d'une mesure en simultané du débit disponible au niveaux des 3 poteaux incendie présents à proximité du site. Ce débit d'élève à <math>60 + 55 + 68 = 183</math> m3/h.</p> <p>En ajoutant la réserve de 750 m3, le débit disponible sur deux heures est de <math>183 + 375 = 558</math> m3/h.</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant doit s'assurer que le débit mesuré en 2013 est toujours disponible. Sous un délai de 1 mois, il sollicitera les services concernés par la gestion des poteaux incendie afin de disposer des résultats d'une mesure récente.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.
<b>Constats :</b> L'exploitant fait vérifier par une société extérieure les appareils intervenant dans la protection incendie 1 fois par an. Les dates des dernières vérifications présentées sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- extincteurs : juillet 2021,</li><li>- RIA : février 2021,</li><li>- détection incendie : août 2021,</li><li>- portes coupe-feu : août 2021 (en même temps que la détection) + test lors d'exercices,</li><li>- désenfumage : octobre 2021,</li><li>- extinctions automatiques au gaz neutre : juillet ou décembre 2021 selon les installations.</li></ul> La centrale d'alarme fait état d'un faisceau de détection shunté au niveau du bâtiment 2. Ce shunt est lié aux conditions de stockage de la zone qui entraînent des déclenchements intempestifs. L'exploitant a indiqué que ce shunt ne nuit pas à la détection de la zone : d'autres faisceaux en fonctionnement existent dans le bâtiment et la détection globale est complétée par des détecteurs ponctuels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 7.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Sous un délai de trois ans, un dispositif sera mis en place permettant la récupération des eaux d'extinction. Les eaux récupérées seront soit rejetées au réseau dans le cas de pollution non caractérisée, soit traitées en tant que déchets en suivant la filière appropriée.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que des travaux ont été réalisés en 2015 afin de rehausser les bordures présentes au niveau des voiries du site et ainsi contenir les eaux d'extinction d'incendie.  Deux ballons obturateurs sont positionnés au niveaux des réseaux : <ul style="list-style-type: none"><li>- un situé au niveau de l'atelier teinture, pour retenir les effluents de façon localisée,</li><li>- un général permettant de mettre en rétention tout le site.</li></ul> Une note de calcul aurait permis d'établir que la capacité de rétention s'élève à 926 m3. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser comment a été déterminé ce volume.
<b>Observations :</b> Sous un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection une note de calcul justifiant : <ul style="list-style-type: none"><li>- le volume d'effluents à retenir en cas d'incendie,</li><li>- le volume de rétention disponible.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rejets aqueux, suites inspection 2020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets en Cr
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Respect de la valeur limite d'émission fixée à l'art 32 de l'AM du 2 février 1998 : - [Cr] = 0,1 mg/l</p> <p>Rappel du constat n°2 de l'inspection du 29 octobre 2020 : - 31/12/20 : Résultats de la campagne d'essais effectuée avec le nouveau coagulant sur une durée représentative des rejets du site. - 30/06/21 : Mise en conformité effective des rejets sur les paramètres Chrome et Fer.</p>
<p><b>Constats :</b> Suite à la précédente inspection, l'exploitant a tenu l'inspection des installations classées informée de l'état d'avancement des actions mises en œuvre pour le respect des valeurs limites d'émissions des rejets, notamment par courrier du 25 janvier 2021 et réunions en visioconférence des 3 mai et 7 juin 2021.</p> <p>Pour le cas du paramètre Chrome, les résultats d'analyses saisis sur Gidaf en 2021 (fréquence mensuelle) montrent des dépassements en mai puis de septembre à décembre. Les valeurs mesurées sont : min = 0,03 mg/l ; moy = 0,15 mg/l ; maxi = 0,66 mg/l.</p> <p>La coagulation des effluents au chlorure ferrique, source de fer dans les effluents rejetés a été stoppée. Après différentes phases de tests, le coagulant mis en œuvre est un polymère contenant notamment de l'aluminium. L'utilisation de ce nouveau coagulant a été mise en œuvre au niveau de la STEP progressivement dès le début de l'année 2021 (cf courrier du 25 janvier 2021). Des difficultés ont toutefois été rencontrées dans son utilisation.</p> <p>Au cours de la visite, objet du présent rapport, l'exploitant a présenté les actions engagées pour la maîtrise des rejets, notamment : - changement de membranes de pompes - reprise des instruments de métrologie, - nettoyage des bassins de stockage des effluents en amont de la station. Le dernier nettoyage a été réalisé le 31/01/22, l'exploitant a prévu de réaliser cette action préventivement au mois 1 fois par an.</p> <p>Actuellement, l'exploitant réalise une surveillance renforcée des rejets en Cr selon une fréquence hebdomadaire (l'arrêté préfectoral impose une fréquence minimale mensuelle). La dernière campagne d'analyse des rejets, réalisée le 11 mars 2022, a montré une concentration en Cr de 0,04 mg/l.</p> <p>Le nouveau coagulant étant source d'aluminium, l'exploitant a indiqué avoir mesuré 16 fois ce paramètre en 2021, la concentration moyenne s'élevant à 2,84 mg/l. L'arrêté préfectoral réglementant les activités du site ne fixe pas de valeur limite d'émission pour ce paramètre et n'en impose pas la surveillance. L'arrêté ministériel du 2 février 1998 fixe une concentration maximale de 5 mg/l pour le paramètre [Fe + Al].</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral sera prochainement proposée à madame la préfète de la Loire afin de mettre à jour les conditions de surveillance des rejets du site pour notamment prendre en compte : - la valeur limite d'émission pour le Cr fixée par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et applicable depuis 1er janvier 2020, - la nécessité de suivre les rejets en Al.</p> <p>Un premier projet de cet arrêté a été présenté à l'exploitant au cours de la visite.</p>
<p><b>Observations :</b> Sous un délai de 6 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un bilan des rejets en Cr et des actions engagées pour avoir une maîtrise des rejets depuis le début de l'année 2022. Si les niveaux d'émissions repartent à la hausse et entraînent un dépassement des valeurs limites, les actions complémentaires à mettre en œuvre seront précisées.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet